Critères culturels

2008

L’appui au "développement culturel" forme un domaine très large : renforcement des droits culturels, de la liberté et de la pluralité de l’information, éducation, vulgarisation des technologies de l’information et de la communication, valorisation du patrimoine culturel, linguistique, architectural, aide à la création individuelle et collective, à la diffusion de produits culturels, à l’éducation et aux échanges interculturels…

Sommaire de cet article

- 1. Comment les aspects culturels sont-ils pris en compte dans le diagnostic, l’élaboration, la (…)
- 2. Quels partenariats culturels peut-on nouer ?
- 3. A-t-on l’occasion de favoriser les ressources locales, de valoriser les patrimoines ?
- 4. Quelle stratégie de formation/éducation pour renforcer les capacités au Nord comme au Sud ?
- 5. Comment des processus de communication/transmission sont-ils intégrés ?

1. Comment les aspects culturels sont-ils pris en compte dans le diagnostic, l’élaboration, la mise en œuvre et l’évaluation de l’action ?

– Quelle est la situation du pays, de la population concernée au regard des libertés et des droits culturels ?
Egalité entre hommes et femmes, participation politique, liberté religieuse, politique, linguistique, situation des peuples autochtones, migrants
– Quelles sont les pratiques et spécificités culturelles, les identités locales, la situation des femmes, l’apport et le rôle social et économique de différentes populations, de minorités ?
– Est-on en présence d’exclusions : fondées sur le mode de vie (*langue, religion…*) ; sur le genre, sur l’exclusion de la participation sociale, politique, économique en raison de spécificités culturelles ou religieuses ?
– Comment le processus d’appropriation de l’action et de pérennisation des acquis prend-il en compte les spécificités et les modes culturels locaux ?
– Quel est le rôle et le poids d’autorités coutumières, religieuses ?
– Y a-t-il des minorités ? Quel est leur statut, leur rôle, leur fonction économique, sociale, politique ?
– Quelle est la répartition des rôles sociaux, des pouvoirs et responsabilités, des savoirs entre les femmes et les hommes ?
– Quels sont les langues locales, dialectes, autres modes d’expression ?
– Quels sont les modes, lieux et moyens de communication, d’échanges ?
(*d’informations, de produits, de savoirs*)
– Quels sont les modes et outils de participation, de démocratie locale, de médiation, de résolution des conflits ?
– Y a-t-il des structures spécifiques de propriété en milieu rural et urbain, de gestion du foncier ? Quelles sont les évolutions en cours ?
– Y a-t-il des structures juridiques traditionnelles, de droits coutumiers ?
– Quels modes d’organisation et de gestion des milieux et des ressources naturels ; rapports avec l’espace, la terre, la faune, l’eau, les animaux… ?

– Y a-t-il des techniques locales ayant fait leurs preuves, comment les utiliser, les réhabiliter, les transmettre ?
irrigation, construction de murets anti-érosion, climatisation naturelle dans les habitations…
– Comment évoluent les modes d'alimentation, comment valoriser et utiliser des produits locaux et/ou de la sous-région ?
– Peut-on valoriser des techniques de soins, les compétences de tradipraticiens,des plantes médicinales locales ?

2. Quels partenariats culturels peut-on nouer ?

– Avec les associations locales, les acteurs publics et privés, les bibliothèques, les entreprises culturelles…
examiner les complémentarités/échanges d'expertise possibles, les échanges possibles entre associations, chercheurs, enseignants…
– Avec les universités, les centres de recherche locaux et régionaux
– Avec les réseaux et associations travaillant sur la thématique culture et développement, culture et démocratie
– Avec les migrants, qui peuvent être des médiateurs du fait de leur appartenance pluriculturelle
– En cas d'incompréhensions, fait-on appel à des médiateurs ?

3. A-t-on l'occasion de favoriser les ressources locales, de valoriser les patrimoines ?

– Le patrimoine, les productions et les biens culturels locaux ?
– Les ressources locales en matière de recherche, d'enseignement ?
– Constructions : comment respecter l'architecture locale, les matériaux ?
– Les produits culturels locaux, les entreprises locales (*édition de livres, impression de rapports*), les traducteurs et les interprètes ?
– Peut-on favoriser l'émergence de talents et de créateurs ?
– Évite-t-on les envois, la diffusion de livres non adaptés, périmés ?

4. Quelle stratégie de formation/éducation pour renforcer les capacités au Nord comme au Sud ?

– Y a-t-il des transferts de compétences possibles du Sud vers le Nord et Sud-Sud ?
Ex : techniques économiques, participatives, de soins, arts… ?
– Les coopérants sont-ils formés au respect de la diversité culturelle, à la culture locale, à la médiation ; leur apprentissage des langues locales est-il favorisé (*financement de formations, emploi du temps*) ?
– Peut-on intégrer la dimension culturelle de l'action dans les initiatives d'éducation à la solidarité internationale et au développement durable ?

5. Comment des processus de communication/transmission sont-ils intégrés ?

– Capitalisation, mémoire, transmission : a-t-on l'occasion de recueillir le savoir des anciens, de populations en prise avec l'environnement naturel et agricole ; d'organiser la transmission de

techniques et de savoirs ?
– Peut-on favoriser les Technologies de l'information et de la communication, leur accès aux femmes et aux jeunes ? Si l'action a un site web ou des cyber-consultations, un soutien à l'utilisation d'internet sont-ils prévus ? Pense-t-on à utiliser et diffuser des logiciels libres ?
– Quels sont les partenariats avec les radios, TV, presse locales ?
– La capitalisation du projet et les rapports d'étape incluent-ils une analyse des aspects culturels qui ont interagi avec le projet ?

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article128